

Paris, le 02 janvier 2017

Eugenia Pommaret  
Directrice Générale

Union des industries de la protection des plantes  
2, rue Denfert-Rochereau  
92660 Boulogne Cedex

Madame la Directrice Générale,

Vous avez adressé à Jean-Luc Mélenchon un courrier appelant de vos vœux une stabilité réglementaire et fiscale portant sur la mise en marché des produits phytosanitaires, condition nécessaire à vos yeux pour assurer la pérennité de vos investissements et votre contribution au développement agricole.

Si nous vous rejoignons sur le fait que l'agriculture est au cœur d'enjeux stratégiques notoires, nous ne partageons ni votre approche ni vos propositions pour relever les défis de l'agriculture de demain.

Nous estimons pour notre part que le modèle agricole productiviste actuel et le système alimentaire qui l'accompagne ne répondent plus à l'intérêt général, tant sur le plan économique, social, écologique que de santé publique. Ce modèle a reposé notamment sur une utilisation massive des moyens de production et le recours grandissant aux intrants chimiques de synthèse.

Ce modèle de production est aujourd'hui à bout de souffle : il constitue une impasse économique et sociale pour les agriculteurs et salariés agricoles.

Il conduit à une dégradation irréversible de l'environnement et des ressources naturelles. S'agissant plus particulièrement de la question des produits phytosanitaires, la France est aujourd'hui le second pays européen en matière de consommation de pesticides.

La Mutualité sociale agricole (MSA) estime qu'un agriculteur sur cinq souffre de troubles de santé directement liés à l'utilisation de pesticides. Selon le Ministère de l'environnement, respectivement 63 % et 93 % des points de surveillance des eaux souterraines et des rivières contiennent des pesticides. Les pollutions diffuses agricoles (pesticides et nitrates) coûtent annuellement à la collectivité entre 0,9 et 1,5 milliard d'euros. Des études scientifiques indépendantes démontrent régulièrement les dangers que représentent ces produits pour la santé des agriculteurs et la préservation de la biodiversité.

**La France  
insoumise**

**jlm2017.fr**

Jean-Luc  
**MÉLENCHON**

 @JLMelenchon

 JLMelenchon

Dossier suivi par :

Le programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, accorde aux questions agricoles une place essentielle. Nous faisons le choix d'une agriculture paysanne de qualité, écologique et créatrice d'emplois. Nous défendons la transition écologique de l'agriculture à travers un programme ambitieux, le seul à même de réconcilier les défis sociaux, économiques, environnementaux et de sécurité alimentaire.

En ce sens, nous pensons que la réglementation sur les produits phytosanitaires doit être renforcée. Il convient d'interdire immédiatement les pesticides les plus dangereux pour la santé humaine et pour l'environnement, notamment les néonicotinoïdes, les herbicides à base de glyphosate. Dans le cadre de la planification écologique de l'agriculture que nous portons, nous proposons également une diminution progressive des apports d'intrants chimiques (pesticides et engrais) et leur taxation croissante au cours du temps en vue de leur élimination à terme.

Ce projet agricole et alimentaire d'intérêt général constitue un nouveau pacte entre les agriculteurs, les acteurs du développement agricole et l'ensemble de la société. Il est un pari pour l'intelligence et l'inventivité en créant de formidables opportunités pour de nouvelles recherches appliquées et des procédés de production créateurs d'emplois et respectueux de l'environnement.

L'ensemble de nos propositions pour l'agriculture a fait l'objet d'un livret thématique dédié que nous vous invitons à retrouver sur le site de *L'avenir en commun* (<https://avenirencommun.fr/>), programme de la France insoumise.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise